

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1924)

Heft: 168

Artikel: La politique économique du Royaume-Uni à travers l'histoire [to be continued]

Autor: Martin, Henri

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-692355>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Politique Economique du Royaume-Uni A Travers L'Histoire.

Par HENRI MARTIN.

Les hommes obéissent à des forces profondes qui les font, dans des circonstances données, agir pour ainsi dire toujours de la même façon. C'est pourquoi l'histoire se répète jusque dans les détails. En nous inspirant de cette conception, nous nous sommes appliqués à étudier la structure économique du Royaume-Uni dans le passé, à l'effet de déterminer des points de comparaison avec les conditions actuelles.

De tout temps, le Gouvernement anglais a voué ses soins tout particuliers à la défense des intérêts commerciaux du Royaume. N'est-ce pas une loi d'Edouard IV qui, en 1463, interdisait l'importation de la laine, jusqu'alors tissée dans les Flandres au détriment des tisserands anglais? Les considérants méritent même d'être mentionnés, car ils sont identiques à ceux sur lesquels se fondent aujourd'hui les Etats pour les mesures de restriction économique qu'ils prennent en faveur de leurs industries nationales: "Because the chief and principal commodity of this realm of England consisteth in the wools growing within the said realm, and to the intent that sufficient plenty of the said wools may continually abide and remain within the said realm as may competently and reasonably serve for the occupation of clothmakers of England and all of the members and branches of the same, whereby the cities, boroughs and towns of the same realm now fallen into great and pitious desolation, ruin and decay to the occasion of idleness, may be, if God will, multiplied in habitations and by labour restored to their ancient joy and prosperity." Les Flamands furent en conséquence privés de leurs matières premières et du marché anglais, dont l'industrie des draps se développa alors. Au début du dix-huitième siècle, une mesure semblable fut prise vis-à-vis des calicots et des cotonnades de l'Inde, plus belles et meilleur marché que les marchandises anglaises. Depuis plusieurs siècles (sous Edouard III), l'exportation du fer avait été interdite et Edouard IV prohiba l'importation des articles de fer tels que serrures, marteaux, ciseaux, épingles, tenailles et autres. Au dix-huitième siècle ces articles furent frappés de droits protecteurs allant de 40 à 100% de leur valeur. Sans vouloir nous étendre sur ces exemples, demandons nous d'où provient la puissance économique de la Grande-Bretagne. A notre avis, une des causes fondamentales en est le Navigation Act de 1651, qui enleva aux Hollandais le transport des marchandises pour les colonies, au profit de la marine marchande anglaise. Outre les avantages dérivant de sa position insulaire, qui poussa l'Angleterre à dominer les mers, à conquérir au loin des territoires, et qui la mit à l'abri des dévastations de guerre, il faut signaler aussi les richesses charbonnières du pays, raison primordiale du développement de ses industries. L'Angleterre peut se vanter de l'invention des Hargreaves, Arkwright, Compton, Cartwright, de Bolton et Watt; le génie anglais de la mécanique appliquée à l'industrie est sans précédent une des raisons du succès de la Grande-Bretagne dans la lutte économique mondiale. Il en est résulté, alors que la plupart des autres pays en étaient encore à la phase purement agricole, une accumulation de capitaux qui, au fur et à mesure de leur emploi, accroissaient de plus en plus, en deça et au-delà des mers, la puissance britannique. Alors que jusqu'au dix-septième siècle, c'étaient des orfèvres (goldsmiths) qui fonctionnaient comme banquiers et prêtaient aux princes, la Banque d'Angleterre fut fondée en 1694 pour veiller à l'administration de la Dette Nationale et faire, en cas de besoin, des prêts à l'Etat. C'est elle qui introduisit la circulation des billets de banque. Les chèques ont commencé à circuler depuis le dix-septième siècle, et un Clearing House fut établi à Londres en 1755. Tandis que, dans beaucoup de pays, l'épargne nationale était en partie théorisée dans des bas de laine, elle circulait déjà en Angleterre par l'intermédiaire des banques et favorisait diverses entreprises en contribuant au développement de la vie économique de la nation. Elle tendait déjà à faire de Londres le centre financier du monde. Notons encore que, depuis le dix-septième siècle, l'Angleterre connaît l'institution des assurances maritimes. A côté de ses navires, de ses machines à tisser, de ses lainages, de ses cotonnades, de ses soieries et de ses toiles, l'Angleterre a joui de tout temps d'une renommée considérable dans la manufacture des cuirs. Voici donc, esquissée à grands traits, la trame de la puissance économique du Royaume.

Quant à la politique suivie en matière d'agriculture, il existait depuis des siècles un droit sur l'exportation des céréales et, en 1670, une loi imposa une taxe à l'importation. Les guerres napoléoniennes avaient fait monter les prix des produits agricoles, si bien qu'au moment de la paix de 1814, le prix de 122s. 8d. par "quarter"

de blé tomba à 67s. 7d. Les agriculteurs — tant il est vrai que l'histoire se répète — n'avaient jamais prévu cette baisse et s'étaient engagés dans toutes sortes de dépenses au moment de leur prospérité. Nous lisons dans le journal parlementaire officiel de l'époque quelques lignes qui s'appliquent exactement à ce qui s'est passé après la guerre actuelle: "The agriculturists had not apparently seen any limit to a continuance of high prices and had consequently made no preparation for peace. They had extended the areas of their farms at greatly increased rents and borrowed money for improvement of their lands. Owing to the demand for labour their wage bills were also much higher. Landowners found it difficult to collect their rents, and the wages of agricultural labourers fell; besides which prosperity had engendered extravagant habits. Formerly a farmer thought it a high luxury if he was able to enjoy his ale, but now, on entering their houses, you were not only treated with a bottle of port, but sometimes even with madeira. The sons of these wealthy agriculturists were all fine gentlemen; instead of following the plough, they were following the hounds, and the daughters, instead of milking the cows, were using cosmetics to their hands that they might look delicate while strutting on the harpsichord."

Le Parlement vota une loi prohibant l'exportation du blé et de la farine au-dessous de 81s. le quarter. Il se dessina tout d'abord une grande prospérité industrielle; la paix avait rouvert les marchés continentaux et il y eut "a rage for exporting goods of every kind; everything that could be shipped was sent off." Puis vint la réaction, l'encombrement du marché intérieur, la baisse des salaires, la diminution des revenus, et tous autres maux du même genre. Le remède proposé alors par le parti libéral — les Whigs — fut le "Free Trade." Les restrictions multiples avaient diminué les transports maritimes et réduit les recettes douanières. En 1817, l'Angleterre renonça au bimétallisme et adopta l'étalon d'or. La situation des ouvriers était alors moins qu'enviable. En 1799 le "Combinations Act" leur avait interdit le droit d'association, et l'on constate qu'en 1818 les tisserands en soieries recevaient, pour 96 heures de travail par semaine, un salaire hebdomadaire de 10s. pour la première classe (ouvriers opérant avec leurs propres machines) et 1s. 6d. par semaine pour la dernière classe. Comme le commerce, l'industrie et l'agriculture étaient retombés dans le marasme, une pétition des marchands de Londres demanda au Gouvernement la liberté du commerce, en se fondant sur la maxime que le système adopté individuellement par chaque marchand consistait à acheter dans le marché le moins cher et à vendre dans le plus cher. La pétition rappelait qu'une ligne de conduite basée sur ce principe ferait du commerce mondial un échange d'avantages réciproques, pour le bien de tous; il était faux de vouloir exclure la production des autres pays dans le but fallacieux d'encourager les siennes; cette exclusion ne pouvait se faire qu'aux dépens du consommateur, soumis à la nécessité de se priver en quantité et en qualité en raison des prix plus élevés des marchandises protégées. Aucune exportation ne pouvait se payer sans une importation correspondante. La protection artificielle d'une industrie ou d'une branche du commerce incitait naturellement les industries non protégées à exiger la même faveur, d'où il résultait une augmentation générale du coup de la vie. La grande erreur avait été de croire que le pays devait vivre de sa propre production, au lieu de vendre ce qu'il produisait bon marché et d'acheter le reste de pays étrangers. Une commission parlementaire, "Committee on Foreign Trade," fut créée dans les deux chambres du Parlement pour étudier le sujet. La Chambre des Lords, composée de grands propriétaires terriens intéressés à l'agriculture, s'opposa au système du libre-échange tandis qu'à la Chambre des Communes, le rapport de la Commission, qui recommandait l'abolition d'un grand nombre de restrictions et de monopoles, fut adopté. La première mesure fut la suppression du droit prohibitif sur l'importation des bois. En 1823, une loi conféra au Roi le pouvoir d'autoriser l'importation et l'exportation de marchandises dans des navires étrangers, sous réserve de réciprocité. Un nombre de traités furent signés pour donner effet à cette disposition. Puis, pour faire de l'Angleterre l'entrepôt du monde, le système des warehouses fut développé au cours de la même année, y compris l'admission en franchise temporaire (under bond). Un nombre de droits de douane furent réduits en 1824 et le droit sur la livre de laine importée fut abaissé de six-pence à 1 penny et sur la laine exportée à 1 penny. Les droits sur les métaux et matières premières furent abaissés en 1825, et ceux imposés jusqu'alors sur les articles manufacturés étrangers furent réduits de façon à ne pas dépasser 30%. Le grand champion de la liberté du commerce, Huskisson, fit justement remarquer que les droits prohibitifs constituaient une prime à la médiocrité, qu'ils obligeaient la communauté à souffrir tous les maux engendrés par les monopoles, et enfin qu'ils encourageaient la contrebande. Il fut constaté aussi que l'exclusion de la laine étrangère avait pour double conséquence d'une part de peser sur le prix de la laine sur les marchés du continent, et d'autre part de favoriser les industries textiles d'Allemagne

de telle sorte que l'Angleterre était exposée à perdre le marché américain. Une réduction du droit sur la soie grège et la suppression subéquente de la prohibition sur les soieries eut pour résultat un développement rapide de cette industrie. Malgré la résistance opiniâtre des lords agrariens, les "Corn Laws," qui interdisaient l'importation du blé, furent modifiées dans un sens plus libéral, qui tenait davantage compte des intérêts du consommateur.

La Combination Act de 1799 fut abrogé en 1824. Cette loi avait pour cause la peur que l'on avait des conséquences de la Révolution française, et, bien qu'applicable aussi aux patrons, elle n'avait en fait frappé que les ouvriers, souvent condamnés à des peines pour "combining to raise wages or to resist a reduction, or to regulate the hours of working." La loi nouvelle garantissait la liberté individuelle du patron et de l'ouvrier, et elle constitue le berceau du trade-unionisme, devenu aujourd'hui si puissant en Grande-Bretagne, au point que, suivant les industriels, il n'est pas sans danger pour l'avenir de la vie économique du Royaume. C'est aussi en 1824 que furent abrogées les dispositions qui restreignaient l'émigration des artisans à destination du Continent.

En 1840, il fut nommé un Comité pour étudier la question des droits d'importation. Le rapport de ce comité fut un grand pas de fait dans la direction du libre-échange. Il y avait alors 1150 droits différents, les tarifs non uniformes ayant pour conséquence de protéger des industries particulières aux dépens du revenu national et des échanges commerciaux avec d'autres nations. Le comité rappelait que de forts droits prohibitifs imposaient une taxe indirecte sur le public, non au profit du Trésor, mais bien du manufacturier protégé. En rendant plus libéral le tarif anglais, disait-on, on contribuerait à faire baisser le tarif des autres pays. Le rapport se bornait à recommander l'imposition de droits sur un petit nombre d'articles seulement, considérés comme les plus productifs de revenu. Sous le Gouvernement de Robert Peel, en 1842, une loi réduisit les droits sur les marchandises étrangères importées dans les colonies. Les droits d'accise sur le verre furent abaissés en 1838 et abolis en 1845, ceux sur le papier réduits en 1836 et supprimés en 1861; ceux sur le savon furent abrogés en 1853. En 1841 et 1842, régna une grande dépression économique que les libre-échangistes attribuent à l'existence des Corn Laws, et le droit sur le blé fut abaissé en 1842. La tendance du Gouvernement de Robert Peel fut de supprimer les prohibitions, et de réduire les droits trop élevés jusqu'au niveau d'une saine concurrence, tout en maintenant un tarif de faveur pour les produits de l'empire britannique. A l'effet d'obvier à la diminution des ressources du Trésor, Peel proposa une taxe sur les revenus (7 pence par livre sterling à partir de £150). Notons en passant que cette income-tax, qui était en 1922 de 6s. par livre, est encore aujourd'hui de 4s. 6d. La proposition de Peel déclancha une tempête. L'impôt sur le revenu fut dénoncé comme "the most unpopular tax ever introduced in England, unequal, unjust, oppressive, a harsh, odious tax, a noxious and inquisitorial tax productive of guilty evasions, offensive to the feelings, abhorrent to the religious sentiments, and revolting to the moral sense of the English people."

Peu après l'introduction de son nouveau tarif de 1842, Robert Peel devint carrément libre-échangiste. Gladstone hésitait, et l'on disait de lui que ses arguments étaient en faveur du libre-échange et ses parenthèses en faveur du protectionnisme. Disraeli soutenait les intérêts fonciers sans lesquels, disait-il, l'Angleterre serait comme Venise "an eagle with but one wing." En 1844, Peel obtint le vote d'un "Bank Charter Act" qui resta en vigueur jusqu'à la guerre actuelle. En 1846, Peel introduisit à la Chambre un plan de réforme commerciale en exprimant l'opinion que "reduced protection meant increased productiveness in the revenue and increased demand for labour, increased commerce, increased comfort, contentment and peace in the country." Il fit appel à toutes les industries protégées de consentir à un sacrifice pour le bien général. Les droits maxima sur les articles manufacturés, fixés à 20% dans le tarif de 1842, furent, dans son projet, abaissés à 10%; d'autres droits étaient abolis. Après avoir annoncé la réduction des droits sur les produits alimentaires comme le beurre, le fromage, les poissons, il fit connaître son intention de supprimer complètement les droits sur la viande, les pommes de terre, les légumes et les animaux vivants. Dès qu'il parla de la réduction sur le blé, qui devait aboutir à l'importation libre en 1849, la bataille parlementaire fit rage. Les protectionnistes proclamèrent que le Free Trade serait la ruine de l'agriculture.

(To be continued.)

WORLD TRANSPORT AGENCY
LIMITED,
Shipping, Forwarding & Insurance Agents,
HEAD OFFICE,
TRANSPORT HOUSE, 21, GT. TOWER STREET,
LONDON, E.C.3.
CONNECTED EVERYWHERE ABROAD.

* A German version of the above has appeared in the special number dealing with the Wembley Exhibition and issued by "Der Bund" (Berne), to whose courtesy we are mainly indebted for being able to publish this interesting article in the French original.—Ed. "S.O."